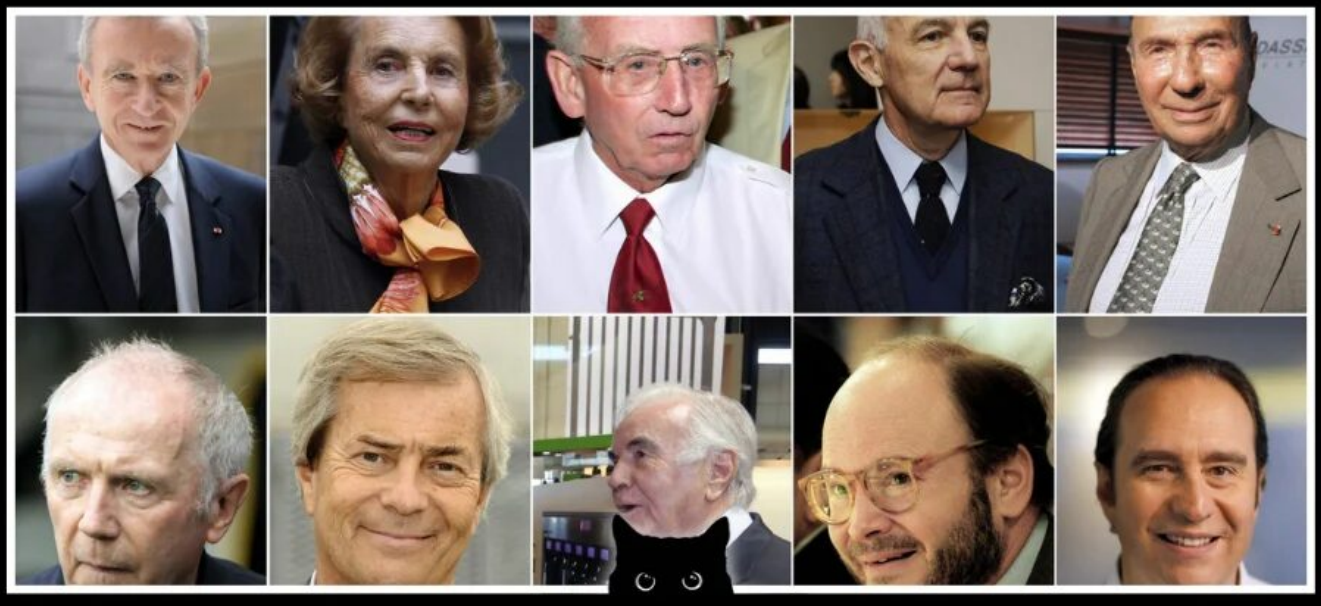
DEBUNK

LES FABLES DU CAPITALISME

12 mensonges économiques pour faire passer les intérêts des riches pour l'intérêt général.

→

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon

TOUJOURS LA MÊME FABLE

Le capitalisme ne se contente
pas d'accumuler les richesses.

Il produit aussi les histoires qui rendent
cette accumulation naturelle : les riches
seraient utiles, les pauvres coupables,
l'impôt dangereux et les salaires excessifs.

Ces phrases ne sont pas de simples erreurs.
Ce sont des armes politiques
qui transforment un rapport de force
en prétendue loi économique.



@miaoulenchon →

LA MAIN INVISIBLE

« L'égoïsme privé produit spontanément le bien commun. »

Adam Smith n'a jamais énoncé cette loi universelle. Dans La Richesse des nations, la « main invisible » n'apparaît qu'une seule fois, dans un passage précis sur l'allocation domestique du capital. Smith avertissait également que les intérêts des marchand·es et des industriel·les pouvaient entrer en conflit avec ceux de la population et capturer le pouvoir politique.

Répondre :

« Une métaphore utilisée une fois n'est pas une preuve. Sans règles, l'intérêt privé produit aussi des monopoles, des rentes et de la domination. »



@miaoulenchon →

LE RUISSELLEMENT

« Enrichissons les riches :
tout le monde finira par en profiter. »

Une étude portant sur 18 pays de l'OCDE entre 1965 et 2015 a analysé les grandes baisses d'impôts accordées aux plus riches. Résultat : la part des revenus captée par les 1 % augmente de plus de 0,7 point en moyenne. Aucun effet significatif n'est détecté sur la croissance ou le chômage.

Répondre :
**« Le ruissellement ne ruisselle pas.
Son seul résultat constant, c'est davantage d'argent concentré en haut. »**



@miaoulenchon →

LE MOZART DE LA FINANCE

« Macron est un génie de la finance. »

Fin 2017, la dette publique représentait 97 % du PIB. Elle atteint 117,5 % au premier trimestre 2026, tandis que le déficit s'élevait encore à 5,1 % du PIB en 2025. Les crises expliquent une partie importante de cette hausse. Mais l'évaluation officielle des réformes du capital n'a détecté aucun effet du PFU sur l'investissement ou les salaires dans les entreprises les plus exposées.

Répondre :

« Le génie petit n'a pas assaini les comptes. Il a surtout fait passer une politique de classe pour de la compétence technique. »



@miaoulenchon →

MILLIARDAIRES SURIMPOSÉ·ES

« Les milliardaires paient déjà le plus ou trop d'impôts. »

En euros bruts, c'est souvent vrai. Mais comparer les montants plutôt que les taux est une manipulation : une personne qui reçoit des millions peut payer davantage tout en étant proportionnellement moins imposée.
L'IPP, sur les données fiscales exhaustives disponibles pour 2016, estime que le taux effectif atteint 46 % pour les 0,1 % les plus riches, puis chute à 26 % chez les 0,0002 % du sommet.

Répondre :

« La justice fiscale ne mesure pas combien vous payez, mais quelle part de vos revenus réels vous payez. »



@miaoulenchon →

LES CRÉATEURS D'EMPLOIS (FICTIFS)

« Sans les milliardaires,
il n'y aurait plus d'emplois. »

Un emploi ne naît pas de la générosité d'un propriétaire. Il dépend du travail, de la demande, des compétences, du crédit, des infrastructures et de l'investissement collectif.
Entre 2012 et 2022, les microentreprises ont créé 870 000 emplois, les PME 654 800 et les ETI 346 300. Les grandes entreprises en ont supprimé 173 400 selon l'approche dynamique de l'Insee.

Répondre :
« Les milliardaires possèdent des entreprises. Iels ne créent ni seul·es le travail, ni seul·es la richesse. »



@miaoulenchon →

LA GRANDE FUITE

« Taxez les riches et ils partiront tous. »

L'exil fiscal existe. Mais son ampleur est constamment dramatisée pour donner à quelques contribuables un droit de veto sur la démocratie. Après la hausse de fiscalité de 2013, le Conseil d'analyse économique estime l'augmentation des départs nets entre 0,04 et 0,09 point. Même dans l'hypothèse haute, cela représente moins de 350 foyers par an parmi les 385 000 du groupe étudié.

Répondre :

« Quelques départs ne justifient pas d'organiser l'ensemble du système fiscal autour du chantage des plus riches. »



@miaoulenchon →

LE MÉRITE HÉRITÉ

« Les riches ont simplement travaillé plus que les autres. »

En France, la fortune héritée représente désormais environ 60 % du patrimoine total, contre 35 % au début des années 1970. Le travail compte peu. Mais la naissance détermine largement l'accès au logement, au capital, aux réseaux, aux meilleures études et au droit de prendre des risques sans craindre la chute.

Répondre :

« La méritocratie ressemble beaucoup à une loterie où certain·es reçoivent les bons numéros avant même de jouer. »



@miaoulenchon →

LE SMIC DÉTRUIT

« Augmenter le salaire minimum détruit automatiquement des emplois. »

L'analyse de 172 hausses du salaire minimum aux États-Unis entre 1979 et 2019 observe une augmentation nette des salaires, mais peu d'indices de pertes d'emplois. Les effets ne sont pas toujours nuls : en Espagne, une hausse de 22 % a augmenté les revenus mensuels de 5,8 % et réduit l'emploi de 0,6 % parmi les salarié·es directement concerné·es.

Répondre :
« Il peut exister des effets à la marge. Mais l'apocalypse automatique promise à chaque hausse n'existe pas. »



@miaoulenchon →

LES ASSISTÉ·ES PARESSEUX·SES

« Les aides sociales découragent les gens de travailler. »

En France, 34 % des personnes éligibles au RSA n'y recourent pas. Pour le minimum vieillesse des personnes seules, le non-recours atteint 50 %. Une réanalyse de sept programmes publics évalués aléatoirement dans six pays n'a trouvé aucune preuve systématique que les transferts monétaires décourageraient le travail.

Répondre :

« Quand un tiers des bénéficiaires potentiel·les ne réclame même pas son droit, le scandale n'est pas l'assistanat. C'est l'abandon. »



@miaoulenchon →

LA CONCURRENCE NATURELLE

« Le marché libre garantit spontanément la concurrence. »

L'OCDE constate au contraire que la concurrence s'est affaiblie depuis 2000 : les marchés sont plus concentrés, moins dynamiques et les marges moyennes ont augmenté.
La part de marché détenue par les quatre premières entreprises de chaque secteur est passée en moyenne de 26 % en 2000 à 32 % en 2019.

Répondre :
« Sans règles publiques, la concurrence se dévore elle-même : les vainqueurs rachètent leurs rivaux et ferment ensuite le marché. »



@miaoulenchon →

PROFITS = INVESTISSEMENTS

« Laissez davantage d'argent aux actionnaires : il sera réinvesti. »

Rien ne garantit cette transformation magique. La mise en place du PFU a été suivie d'une forte hausse des dividendes, mais France Stratégie n'a détecté aucun effet sur l'investissement ou les salaires dans les entreprises les plus exposées. En 2021, seulement 1 % des foyers fiscaux déclarait 96 % des dividendes. Les 0,1 % du sommet en concentraient 62 %.

Répondre :

« Une baisse d'impôt sans condition n'est pas un contrat d'investissement. Rien n'oblige l'argent économisé à financer l'économie réelle. »



@miaoulenchon →